

position pour le dire, car ce ne serait pas de bonne guerre. Tous comprennent que maintenir une taxe n'est pas agréable, pas plus d'ailleurs qu'en payer. Tous comprennent qu'il n'est agréable pour personne de subir une opération douloureuse ou de se priver de choses qu'on désire ardemment, parce qu'on n'a pas le moyen de les acheter. Mais cela s'insère dans la part de sacrifices que les peuples et les individus doivent s'imposer pour éviter un plus grand mal.

● (9.10 p.m.)

Qu'est-ce que l'histoire nous apprend? On a fait allusion tantôt à la célèbre phrase prononcée par l'ancien ministre des Finances. En effet, il avait dit: Cette surtaxe de 3 p. 100 ne sera en vigueur que pour un an. Évidemment, il parlait de bonne foi, selon les renseignements que des experts lui avaient fournis.

Aucun député de l'opposition ne peut, par exemple, prédire quelle température nous aurons l'an prochain, à la même date. On ne peut garantir quelle sorte de climat économique il existera au Canada ou ailleurs, dans un an, étant donné le marasme dans lequel nous vivons. Les députés de l'opposition savent que nous vivons actuellement au Canada ce que vivent à peu près tous les pays industrialisés du monde occidental.

On n'a qu'à se souvenir de ce qui s'est produit en Angleterre et en France et qui a été infiniment plus grave que ce que nous avons vécu au Canada. Cela a même valu à la France le renversement d'un géant.

Nous pouvons encore observer aujourd'hui ce qui se produit en Italie. Je passerai sous silence ce qui existe dans des pays moins fortunés que ceux-là et qui vivent dans la misère économique depuis des siècles.

Il s'agit d'un phénomène international dont nous avons été témoins, mais, heureusement, le gouvernement a su relever le défi et empêcher le mal de s'aggraver. Il a même pu trouver des remèdes.

Je me souviens de la mise aux voix qui a eu lieu au début du mois de mars 1968. J'étais assis à l'autre extrémité de la Chambre. Je siégeais comme indépendant pour des raisons personnelles que les électeurs de ma circonscription avaient comprises. Toutefois, ils m'avaient dit: On ne t'élit pas comme indépendant pour combattre systématiquement le gouvernement. On t'élit pour appuyer le gouvernement quand il aura raison et pour lui faire des représentations quand il aura tort.

A l'occasion de la mise aux voix relative à la hausse d'impôt de 3 p. 100, je me souviens d'avoir décidé de voter contre. J'avais même avisé mes concitoyens que je voterais contre.

Cependant, quelques jours avant la mise aux voix, il est survenu une crise internationale que les députés connaissent. Je ne suis pas aussi savant que les experts universels que nous avons entendus ce soir ou qu'un charlatan qui essaie d'imposer des panacées. Quand je ne connais pas quelque chose, je vais consulter les experts. Je suis donc allé consulter certains financiers canadiens et américains qui m'ont dit: Nous traversons une crise tellement grave que si le gouvernement ne prend pas certaines mesures énergiques, les dollars canadiens et américains seront peut-être dévalués.

Alors, on a procédé à une opération majeure. J'ai donc expliqué à mes concitoyens pourquoi j'avais changé d'idée. D'ailleurs, on dit qu'il n'y a que les imbéciles qui ne changent pas d'idée.

Pourquoi avais-je changé d'avis à ce moment-là? Parce qu'il s'agissait d'un bien supérieur pour la nation canadienne. Je profite même de cette occasion pour rendre hommage au chef de l'opposition officielle (M. Stanfield); en effet, il fut un jour où il tenait en main la défaite du gouvernement. Il n'avait qu'à le vouloir et le gouvernement libéral était renversé. Il a refusé malgré l'avis de certains membres de son parti de contribuer à la défaite du gouvernement, parce qu'il se souvenait de ce que Lincoln avait dit: On ne change pas de cheval quand on traverse la rivière. On ne brasse pas le bateau quand on est au milieu d'une tempête.

Quand on sent que le bien de la nation est en jeu, on évite les considérations partisans et électorales pour appuyer le gouvernement qui, en somme, est celui de notre patrie à tous. C'est ce qu'a fait le chef de l'opposition, l'an dernier, contre l'avis d'un certain nombre de ses députés, et je l'ai admiré un peu plus à cause de cela.

Quant à moi, j'ai appuyé la politique du gouvernement, car elle a fait ses preuves. Je n'apporterai pas mon propre témoignage, mais je citerai un résumé du sixième exposé annuel du Conseil économique du Canada, *Perspectives 1975*, publié en septembre 1969, pour confirmer mes avancés. La politique d'austérité du gouvernement a été pénible, je le reconnais. Elle a exigé des sacrifices, mais le peuple canadien l'a compris. Mes électeurs l'ont si bien compris qu'après m'avoir donné environ 2,000 voix de majorité en 1965, ils m'en ont donné environ 7,000, lors de l'élection de 1968.

On peut lire, à la page 27 de ce résumé, un passage qui se lit comme il suit:

Jusqu'au milieu de la prochaine décennie, le taux de croissance du Canada devrait suivre une courbe ascendante très accentuée et dépasser même à ce point de vue le rendement de la plupart des pays industrialisés.